Le populisme parle-t-il au nom du peuple ? Quelles pistes de réflexion

« S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement ; un gouvernement si parfait n'est pas fait pour les hommes. » Rousseau

A regarder de près les mouvements dits « *populistes* » dans l'histoire politique de divers pays, on s'aperçoit qu'il n'y a pas *une* forme de *populisme*, mais bien une multiplicité de formes qui surgissent dans des contextes politiques divers de la fin du XIX° siècle à nos jours. Tant et si bien que tous les auteurs qui se sont penchés sur la question et en particulier les sociologues latino-américains, avouent n'avoir aucune théorie générale qui établirait précisément une nature du *populisme*. Malgré cela, il est possible d'établir à partir de ces diverses situations, par analyse, une liste de points caractéristiques comme le fait la spécialiste américaine M.Canovan (*Populism* 1982, *Junctions books, London*).

Donc, la question : « Les populismes parlent-ils au nom du peuple ? » nous rapproche de la réalité historico-politique du problème.

Il peut sembler évident que les populismes manifestent la parole du peuple, puisque le mot est formé sur le latin *populus*. Mais l'étymologie nous apprend aussi que les grecs avaient deux noms pour désigner le peuple : *pléthos et démos*. C'est le premier, la plèbe, la populace, la masse qui correspond au sens latin. En revanche, les grecs employaient *démos* pour désigner le peuple élevé à la dignité politique, dont les citoyens devaient être, dans la jeune démocratie athénienne, tour à tour **gouvernants et gouvernés**. On pourrait dire aujourd'hui que ce peuple là, constitué des citoyens qui peuvent voter les lois est celui qui forme une *nation* telle que les révolutionnaires de 89 l'entendaient quand la souveraineté lui est échue. Le peuple souverain est celui qui se gouverne lui-même. Dans ce cadre conceptuel, le terme *populisme* a une connotation péjorative, d'autant plus quand les citoyens d'une nation vivent sous un régime démocratique, c'est-à-dire où le peuple gouverne. D'ailleurs, si on parlait de *démocratisme*, on entendrait, de fait, la même connotation péjorative.

Le nœud de la question semble se situer dans le rapport joué entre démocratie et populisme. En effet, on peut comprendre que tant que le peuple a été une masse de sujets soumise à un pouvoir dont la seule légitimité venait du sang et de l'onction sacrée, il était séparé, de fait et de droit, d'une aristocratie religieuse et politique qui lui refusait l'égalité et la liberté autant que la dignité. Alors, parler *au nom du peuple* a été un acte forcément révolutionnaire et fondateur de la nation.

Mais dès lors que le peuple devient souverain, que plus tard la république est proclamée, puis le régime démocratique, puis le suffrage universel, le peuple **a la parole**, la parole du peuple est dans les urnes, sur la place publique quand il manifeste, dans la presse libre.

Or, si on suit la question posée, le populisme est différent de la démocratie, il serait la parole du peuple qui ne peut s'exprimer démocratiquement. Qu'est-ce qui l'en empêche? Pourquoi cette redondance des opinions du peuple? Qu'est-ce qui la provoque? Est-elle légitime? Est-elle conduite par des démagogues (dont les réseaux sociaux font aujourd'hui partie), ou est-ce une parole justifiée par une oppression?

Quelques repères historiques :

Un populisme russe (1840-1860) dont les fondateurs sont une intelligentsia socialiste et pauvre : par exemple Alexandre Herzen, admirateur de Blanqui et de Proudhon, épris de liberté mais trop loin de la paysannerie précède un populisme révolutionnaire (1860-1881) qui devient une idéologie avec Tchernichevski, premier à proclamer la lutte des classes. Un populisme légal (1880-1890), mouvement social-démocrate d'inspiration marxiste. Nationalisme, lutte des classes, utopie sociale, progrès industriel, union des ouvriers et des paysans donc du peuple.

Aux USA: séquelles de la guerre de sécession. Grands bouleversements économiques, administratifs, urbanisation, industrialisation, questions raciales. Crise de confiance dans les deux grands partis. Fondation d'une société syndicale secrète: *The knights of labor, fondée* en 1869 par un francmaçon,Uriol Stephens. Incroyable extension du mouvement. En 1891, 1400 délégués des représentants réunis à Cincinatti sous la présidence du sénateur du Kansas Pepper. Fondation à St Louis en 1892 du « *Parti du peuple* » qui ira aux présidentielles de 1892. Femmes très actives dans le mouvement. Mary Emeri, délégué du Kansas: « *Nous n'avons plus un gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, mais un gouvernement de Wall street, par Wall street et pour Wall street* ». Dépression de 1893, Krach de 1929. Décisions populistes de Roosevelt, « faire payer les riches » c'est le New deal. Parti de H.Long, sénateur de Louisiane de plus de 8 millions d'adhérents « *Share our wealth* », « *partager notre richesse* ». Populisme de Truman, de Reagan. Puis celui, inattendu mais réactionnel de l'Amérique de l'homme blanc dans ce qu'il a de pire contre l'intellectuel noir, ex-président.

Argentine: Peron élu avec 55% des suffrages inaugure la démocratie après 30 ans de régimes illégitimes. Homme providentiel et charismatique de tout le peuple contre le communisme et le capitalisme. Promet la justice sociale, fait des réformes. Chemise kaki et revolver à la ceinture. Evita, petite mère du peuple.

Mexique : Alvaro Obregon, président 1920-24 : « Je me proclame candidat à la présidence de la République par mes pistolets, sans engagement de partis, ni programme ».

France: le populisme commence avec Napoléon III, élu président le 10 déc.1848. Fort écho populaire, attaques contre l'Assemblée, flatte le monde ouvrier et l'armée tout à la fois. Organise le coup d'état du 2 déc 1851. Puis victoire aux élections le 21 déc, « Le pays vient de m'absoudre . » Rétablissement du suffrage universel. Plus tard, fin de la seconde république, début du second empire. On parlera de « populisme aristocratique » , Proudhon de « révolution sociale ». Qui a élu et absous Louis Napoléon? La paysannerie et l'armée car les soldats sont recrutés parmi les paysans. Au coup d'état, la classe ouvrière ne réagit pas. Révolution sociale contre le parlement, les Orléanistes et les Légitimistes. Louis Napoléon, aristocrate (de dernière heure cependant), socialiste et empereur . La démocratie s'accommode d'une dynastie. Mais autocrate et homme providentiel près du peuple, césarisme. Politique baroque qui va durer jusqu'en 1870!

Le « Boulangisme », III° République. Résultat d'une crise de société et des valeurs républicaines, économie en banqueroute 1882. Boulanger, l'homme providentiel, le « populisme du sabre ». « Ce n'est pas entre républicains et monarchistes que va s'engager la prochaine lutte électorale. Elle va s'engager entre les oligarques épris de parlementarisme d'une part, et les démocrates de l'autre » proclame le général Boulanger. Veut une réforme constitutionnelle. Fait à tous les partis des promesses contradictoires. Qui fera aux élections de 1889 à Paris, de Boulanger un député ? Une forte minorité de conservateurs dans la paysannerie, la plupart des radicaux et les votes massifs des bonapartistes. Proportion élevée d'abstentionnistes. « Paris, tempérament autoritaire, plébiscitaire, cocardier et surtout frondeur contre le pouvoir quel qu'il soit ». Chevallier. Histoire des Institutions, Dalloz, p.382

Le « Poujadisme ». Révolte contre l'impôt, révolte contre l'Etat. « L'Union française », « contre la politique de l'abandon, abandonnons la politique ! ». Thèmes clairs du populisme à la Française : l'état ne protège plus les citoyens, le peuple est captif d'une bureaucratie de techniciens, la démocratie n'existe plus, les élites sont des traîtres qui ont trompé la confiance des « petits » au profit des gros », le capital étranger tire les ficelles de l'industrie. Les intellectuels sont passés du côté des élites. Les parlementaires sont des inutiles, la corruption a gagné le monde des notables. Il faut rassembler le

vrai peuple (avec des connotations antisémites).

Le FN. Origine « Front national pour l'unité française » Populisme nationalo-fasciste fondé en février 72 sur les fondements du groupe « Ordre nouveau-Occident ». Le Pen entouré d'anciens nazis et de pro-nazis. Eminence grise Duprat, ultra-nationaliste, antisémite, néo-nazi, assassiné en 78 dans des circonstances obscures. On connait la suite.

Ce rapide tour d'horizon permet de constater que les « montées » populistes échappent en effet à une définition de nature univoque. Cependant, il se dégage de cette rhapsodie historique, des points communs.

Le premier et le plus ancien est l'opposition historique du pauvre peuple à une élite riche et détentrice du pouvoir. Pour allumer la révolte du peuple il faut des circonstances qui catalysent le sentiment d'injustice et rendent la frustration longtemps subie, insupportable (la goutte qui fait déborder le vase). On peut identifier des types de catalyseurs : pauvreté, chômage, changement industriel, modernisation, krach économique et monétaire, augmentation du prix de la vie. Tous les changements sont, dans les conditions précaires du peuple, anxiogènes. Ils se heurtent à la sécurité ressentie des traditions, des habitudes, de l'ordre établi, et causent une dyschronie jusqu'à ce qu'un nouvel ordre absorbe l'ancien.

Le second est qu'à toute crise il faut trouver un bouc émissaire. Il est tout désigné. C'est la « classe » supérieure qui gouverne, finalement, quelle qu'elle soit, y compris quand le peuple l'a élue démocratiquement. C'est le point le plus surprenant. Les notables, les riches, les élites intellectuelles, la bourgeoisie, le parlement, les impôts, le capitalisme, les juifs, les étrangers, mais surtout l'Etat, sombre et puissante entité qui opprime le peuple d'en bas. Le peuple ne se sent pas représenté : cette crise de la représentation menace la démocratie. L'abstentionnisme en est un révélateur.

Le troisième c'est l'homme providentiel. Qu'il soit sincère ou démagogue, il se présente comme le rassembleur direct du peuple dont il utilise les revendications (justifiées ou pas) contre l'état, l'establishment, le parlementarisme. Il stigmatise avec lui les boucs émissaires qu'il s'est choisis, promet des changements dont la baisse des impôts ou leur disparition n'est pas des moindres. Les thèmes de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de la patrie, de l'union nationale sont récurrents. L'homme providentiel joue de son charisme et sur les émotions et les passions primaires. Ses discours sont forts, faciles à comprendre, c'est un tribun. Il n'a souvent pas d'autre programme que de promettre de rendre au peuple ce qui lui est dû et lui a été confisqué. On est ici au-delà de la politique, dans le mythe de la restauration d'un paradis perdu. Il y a un apolitisme des foules (souvent ignorantes des programmes politiques et abstentionniste); c'est la passion qui parle, l'émotion, la frustration, le ressentiment. Quand l'homme providentiel est un démagogue il se saisit du pouvoir et peut le retourner contre le peuple. Il devient alors autocrate voire dictateur.

Quatrièmement. L'incompétence des hommes de pouvoir, leur corruption, leur éloignement du peuple, leur incapacité à réaliser une justice sociale sont une réalité qui justifie souvent la perte d'espérance du peuple et fait le lit du populisme.

Dans nos démocraties modernes, le danger réel (déjà dénoncé par Aristote) est le rejet de la démocratie, de son système institutionnel, du cadre des lois. La mondialisation du capital et de la finance se heurte à la nation et lui fait perdre tous ses repères, la puissance des réseaux sociaux et des théories complotistes, comme des fake news, démultiplient les passions, les opinions, l'apolitisme, l'individualisme, l'égoïsme. 46% des français se pensent trop imposés (et que l'argent public est mal utilisé). Pour les mêmes raisons ils approuvent l'évasion fiscale et disent que s'ils étaient riches ils feraient de même ! Entre *pléthos* et *démos* le fossé ne cesse de se creuser.